

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate : Le 13 avril 2026

Réglez le financement. Présentez-vous à la table. Mettez fin au chaos dans les écoles de l'Ontario.

TORONTO ON — La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) soulève des préoccupations à la suite de l'annonce d'aujourd'hui par le ministre de l'Éducation, Paul Calandra. Le gouvernement provincial manque à ses engagements envers les élèves et les familles, le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs en éducation en fermant les yeux sur les vrais problèmes dans nos écoles : la montée de la violence, la hausse des effectifs de classe et le sous-financement chronique.

Au lieu de se concentrer sur ces problèmes urgents, le gouvernement impose des changements dans la gouvernance de l'éducation, détournant ainsi l'attention des vrais problèmes.

« Soyons clairs—remplacer les directions des PDG sans expérience dans le domaine de l'éducation ou modifier les structures de gouvernance ne change rien à qui prend réellement les décisions », a déclaré Martha Hradowy, présidente d'OSSTF/FEESO. « Peu importe qui se trouve en face de nous lors des négociations, le gouvernement détient le pouvoir et les cordons de la bourse, et présentement, il choisit de sous-financer l'éducation publique. »

Depuis son arrivée au pouvoir, ce gouvernement a sous-financé le système d'éducation publique de l'Ontario à raison de 6,3 milliards \$. Ce sous-financement se manifeste dans toutes les salles de classe : un plus grand nombre d'élèves par classe, moins de soutien et une hausse des incidents de violence qui ne sont pas traités de manière adéquate.

Au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes, ce gouvernement remplace les directions de l'Éducation par des PDG qui peuvent n'avoir aucune expérience dans le domaine de l'éducation. Cette décision témoigne d'une privatisation inquiétante par une transformation en société de l'éducation publique, alors qu'on s'attendrait à ce que le gouvernement joue un rôle de premier plan dans les négociations centrales. La négociation collective dans le secteur de l'éducation en Ontario repose sur des processus établis de longue date et une compréhension approfondie du fonctionnement des écoles. L'élimination de cette expertise risque de saper la stabilité et la confiance autour de la table, au lieu de les renforcer.

« Vous ne pouvez pas ignorer ou dissocier ces problèmes. Des effectifs de classe plus élevés, moins de soutien et une hausse de la violence sont tous liés et résultent directement des décisions de ce gouvernement », a déclaré Martha Hradowy. « OSSTF/FEESO est prêt à travailler pour trouver des solutions concrètes. » Ce qui nous manque, c'est un gouvernement

prêt à se présenter à la table des négociations et à accorder la priorité aux élèves. Il est difficile de comprendre comment le fait de confier les négociations à des PDG sans la moindre expérience dans le domaine de l'éducation pourrait bénéficier aux élèves de l'Ontario.

Martha Hradowy a ajouté, « Rédigez le règlement. Présentez-vous à la table de négociations. Cessez de perdre le temps des élèves et des parents. C'est par la négociation que de véritables solutions peuvent émerger, mais seulement si le gouvernement est prêt à investir dans le système, et non à gérer son déclin. »

La réforme de la gouvernance et la privatisation des conseils scolaires ne résoudront pas le problème de la sécurité dans les écoles. Cela ne réduira pas la taille des classes. Et cela ne permettra pas de mettre en place davantage de soutiens pour les élèves.

Seul un réel investissement peut permettre d'y arriver.

« Il est temps de mettre fin aux distractions et de commencer à régler le problème. Il faut financer adéquatement nos écoles, améliorer les conditions dans nos salles de classe et entamer des négociations constructives qui profitent aux élèves et à leur famille », a conclu Martha Hradowy.

OSSTF/FEESO, créé en 1919, représente plus 60 000 membres de partout en Ontario. Ils comprennent le personnel enseignant des écoles secondaires de l'Ontario, le personnel enseignant suppléant, les aides-enseignant(e)s, les éducatrices et éducateurs, le personnel enseignant à l'éducation permanente et les instructrices et instructeurs, les éducatrices et éducateurs de la petite enfance, les psychologues, les secrétaires, les orthophonistes, les travailleuses et travailleurs sociaux, le personnel de conciergerie, le personnel de soutien des universités, ainsi que plusieurs autres membres du personnel dans le domaine de l'éducation.

-30-

Personne-ressource : Caitlin Reid, Conseillère en médias et communications
Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de
l'Ontario
Caitlin.Reid@osstf.ca
416-576-8346